Decades of Stagnation: Low-paid Work in Canada

Friday, May 6, 2005 – Canada's economy has persisted in paying poverty level wages to one in every six full-time workers for more than twenty years. This, despite an increase of some 43% in Canada's standard of living over the same period.

"Low wages play a bigger role in our economy than they do in many other industrialized countries," says Ron Saunders, author of a new study from CPRN.

In ***Does a Rising Tide Lift All Boats? Low-paid Workers in Canada***, Saunders, Director of CPRN's Work Network, profiles those who work full-time for less than $10 an hour (full-time students excluded), and assesses their ability to improve their situation.

"We've seen the Canadian economy grow significantly, the unemployment rate fall, and the level of education rise over the past two decades," says Saunders. "So, you might expect real wages to rise and the proportion of low-paid workers to fall. Not so."

Real wages have stagnated or fallen in many cases and low-paid workers, especially, have been left behind. The same percentage of full-time workers who received poverty wages in 1981, receives poverty wages today.

Among Saunders' findings:

- More than 16% of full-time workers, aged 15-64 were low-paid in 2000, almost the same as in 1981.
- The young are especially likely to be low-paid, almost 50% of the 15-24 age group.
- Women are more likely (22%) to be low paid than men (12%).
- Low-paid work is persistent – half those who are now low-paid will not see better wages in the next five years. Most of them are women with low education.
- 25% of recent immigrants, versus 16% of Canadian-born workers, are low-paid, with visible minority immigrants even more likely to be low-paid (almost

e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network

1/3).

- Lone parents (23%), unattached individuals under 40 years of age (25%), and persons with a disability (20%), are also disproportionately low-paid.
- Full-year, full-time Aboriginal workers earn on average 23% less than their non-Aboriginal counterparts.
- Education matters, but it's not a cure-all. High school leavers are four times as likely, and those with only a high school diploma are three times as likely, as university graduates (6.5%) to be low-paid.

To compound the problem, Saunders finds that 30% of those who are low-paid also live in families with poverty level incomes, and low-paid jobs are characterized by poor access to non-wage benefits, employer-sponsored training and union coverage. Finally, cut-backs in social support programs during the '90s, have left low-paid workers with few levers to improve their situation.

The result is a persistent under-class of full-time workers with multiple disadvantages, unable to access the economic and social benefits of work that other workers take for granted.

How has this happened?

"In part, it's a reflection of the competitive pressures in a globalized, free-trade environment, along with the recent erosion of our social support systems," says Saunders. "But it also reflects our assumption that an employment contract is a reliable source of well-being. For a growing part of our labour force that is simply not the case."

Saunders calls on employers and governments to revisit their assumptions and to develop new policies to ensure that full-time workers can reasonably look forward to a life free from the threat of poverty.

"Canadians expect no less," he says.

The next study in this CPRN research series will explore policy options to achieve that end.

e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net workke-network work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net work e-network e-network e-net

unsubscribe

Des décennies de stagnation : Le travail faiblement rémunéré au Canada

Vendredi, le 6 mai 2005 – L'économie canadienne continue à verser des salaires au seuil de la pauvreté à un travailleur sur six depuis plus de 20 ans. Cette situation prévaut en dépit du fait que le niveau de vie au Canada s'est accru d'environ 43 pour cent au cours de la même période.

« Les salaires peu élevés jouent un rôle plus important dans notre économie qu'ils ne le font dans celle de plusieurs autres pays industrialisés », d'indiquer Ron Saunders, auteur d'une nouvelle étude des RCRPP.

Dans ***Does a Rising Tide Lift All Boats? Low-paid Workers in Canada*****,** Saunders, directeur du Réseau de la main-d'œuvre des RCRPP, trace le profil des personnes qui travaillent à plein temps pour moins de 10 $ l'heure (à l'exclusion des étudiants à plein temps) et il évalue leur aptitude à améliorer leur sort.

« L'économie canadienne a connu une croissance significative, le taux de chômage a diminué et le niveau de scolarité s'est accru au cours des deux dernières décennies », de souligner Saunders. « On pourrait alors s'attendre à une hausse des salaires réels et à une baisse de la proportion des travailleurs faiblement rémunérés. Mais cela ne s'est pas produit ».

Les salaires réels ont stagné ou diminué dans plusieurs cas et les travailleurs faiblement rémunérés, tout spécialement, ont traîné de l'arrière. La proportion des travailleurs à plein temps qui recevaient des salaires au niveau de la pauvreté en 1981 est encore la même à l'heure actuelle.

Voici certaines conclusions de Saunders :

- Plus de 16 pour cent des travailleurs à temps plein, âgés de 15 à 64 ans, étaient faiblement rémunérés en 2000, une proportion à peu près la même qu'en 1981.
- Les jeunes sont particulièrement susceptibles d'être faiblement rémunérés, soit près de 50 pour cent du groupe des 15 à 24 ans.
- Les femmes (22 pour cent) sont plus susceptibles que les hommes (12 pour cent) d'être faiblement rémunérées.
- Le travail faiblement rémunéré est un phénomène persistant – la moitié des personnes qui sont faiblement rémunérées à l'heure actuelle ne recevront pas de meilleurs salaires pendant les cinq prochaines années. La plupart d'entre elles sont des femmes faiblement scolarisées.
- 25 pour cent des nouveaux immigrants, comparativement à 16 pour cent des Canadiens nés au Canada, sont faiblement rémunérés, tandis que les immigrants appartenant à une minorité visible sont encore plus susceptibles d'être faiblement rémunérés (près du 1/3).
- Les parents seuls (23 pour cent), les personnes libres de liens familiaux de moins de 40 ans (25 pour cent) et les personnes atteintes d'invalidité (20 pour

ENGLISH

abonnement

e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network e-network

cent) sont aussi surreprésentés parmi les gens à faibles salaires.

- Les Autochtones qui travaillent à temps plein et pendant toute l'année gagnent, en moyenne, un salaire de 23 pour cent inférieur à celui de leurs homologues non autochtones.
- Le niveau de scolarité importe, mais ce n'est pas une panacée. Les gens qui abandonnent leurs études secondaires sont quatre fois plus susceptibles, tandis que ceux qui n'obtiennent qu'un diplôme d'études secondaires sont trois fois plus susceptibles, que les diplômés d'université (6,5 pour cent) de faire partie des faibles salariés.

Pour aggraver le problème, Saunders a constaté que 30 pour cent de ceux qui sont faiblement rémunérés vivent dans des familles dont les revenus se situent au seuil de la pauvreté; de plus, les emplois à faible salaire se caractérisent par un piètre accès à des avantages non salariaux, à des programmes de formation offerts par l'employeur et à la syndicalisation. Enfin, les coupures apportées aux programmes d'aide sociale pendant les années 90 ont laissé les faibles salariés avec un nombre plus restreint de leviers pour améliorer leur sort.

Il s'ensuit qu'il existe en permanence un sous-groupe de travailleurs à plein temps qui sont aux prises avec de multiples désavantages et incapables d'avoir accès aux avantages économiques et sociaux de l'emploi que les autres travailleurs tiennent pour acquis.

Comment une telle situation a-t-elle pu se produire ?

« Il s'agit, en partie, des effets exercés par les pressions concurrentielles d'un environnement mondialisé de libre-échange, auquel s'ajoute l'érosion récente de nos programmes d'aide sociale », d'ajouter Saunders. « Mais, cette situation est aussi le reflet du postulat en vertu duquel nous considérons qu'un contrat d'emploi est une source fiable de bien-être. Pour un segment croissant de la population active, ce n'est tout simplement pas le cas ».

Saunders invite les employeurs et les gouvernements à revoir leurs postulats et à mettre au point de nouvelles politiques qui feront en sorte que les travailleurs à plein temps pourront envisager à juste titre la perspective d'une vie exempte de la menace de la pauvreté.

« Les Canadiens n'en attendent pas moins », de conclure Saunders.

La prochaine étude dans cette collection de travaux de recherche des RCRPP sera consacrée à un examen des choix en matière de politiques pour atteindre cet objectif.

e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net
work e-network
e-network e-net

désabonner